



Membres de la Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires :

Anticor - Attac France - CADTM France - CCFD-Terre Solidaire - CFDT - CGT - Collectif Roosevelt - CRID - Les Amis de la Terre - Observatoire citoyen pour la transparence Financière Internationale - Oxfam France - Justice et Paix France - Peuples Solidaires-ActionAid France - Réseau Foi et Justice Afrique Europe - Secours catholique Caritas France - Sherpa - Solidaires Finances Publiques - Survie - Syndicat de la magistrature
Partenaires : Transparency International France et ONE

Monsieur Bruno Le Maire

Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance

139, rue de Bercy

75572 Paris, Cedex 12

Objet : Lutte contre l'évasion fiscale / Directive sur la transparence fiscale « reporting pays par pays public »

Paris, le 15 février 2021

Monsieur le Ministre,

Organisations membres de la Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires, mobilisées depuis 15 ans sur la lutte contre l'évasion fiscale, nous vous écrivons **au sujet de la proposition de directive sur le reporting pays par pays public des entreprises multinationales**, qui doit être discutée en réunion des ministres COMPET du Conseil de l'Union Européenne le 25 février prochain. Comme vous le savez certainement, le Présidence portugaise du Conseil de l'UE souhaite que cette directive progresse enfin, et une majorité d'Etats est actuellement en faveur de l'approche générale proposée, ce qui doit permettre au Conseil de l'adopter puis aux négociations en trilogue de débuter. **Nous vous demandons de soutenir l'adoption de l'approche générale et vous engager pour l'adoption d'une directive réellement ambitieuse et efficace.**

Le reporting pays par pays est une mesure essentielle pour lutter contre l'évasion fiscale des multinationales. Comme le montre l'enquête OpenLux réalisée par Le Monde, la transparence est un outil essentiel pour mettre un terme au secret qui entoure les activités des entreprises, en donnant des informations clés sur les stratégies fiscales agressives des entreprises. Les nombreuses révélations sur les pratiques d'évasion fiscale ont montré comment les grands groupes réussissent à jouer des failles du système fiscal international pour transférer leurs bénéfices dans les paradis fiscaux en toute opacité. Seule une véritable mesure de transparence fiscale permettrait de mettre un terme au secret qui entoure ces activités, en donnant des informations clés aux décideurs et aux décideuses, ainsi qu'aux citoyennes et citoyens, salarié-e-s, actionnaires, investisseurs-euses, et aux autorités fiscales des pays de l'Union Européenne mais aussi celles des pays en développement. Cette mesure rencontre d'ailleurs déjà l'intérêt de grandes entreprises et d'investisseurs, puisque de nombreuses

multinationales comme Vodafone, Shell ou Orsted publient volontairement un reporting public, et que la Global Reporting Initiative, le plus important processus de reporting volontaire de développement durable, a adopté une nouvelle norme introduisant le reporting public.

Nous nous réjouissons qu'une majorité d'Etats s'engagent afin que le projet de directive sur le reporting pays par pays public progresse enfin prochainement. Nous nous inquiétons cependant des lacunes graves du texte discuté par le Conseil, et nous craignons que la mesure soit vidée de sa substance si des modifications importantes ne sont pas introduites lors des négociations en trilogue, en tenant notamment compte de la position du Parlement européen, plus ambitieuses en certains aspects. Il est particulièrement important de veiller à ce que les entreprises multinationales déclarent ces informations pays par pays dans tous les pays où elles opèrent, et pas seulement dans ceux de l'Union Européenne et des juridictions non coopératives, afin de pouvoir tracer véritablement les montages d'évasion fiscale et que tous les pays, en particulier les pays en développement, puissent bénéficier des informations. Il est également nécessaire que les échappatoires (safe harbour, seuil de filiales) permettant aux entreprises de différer ou d'éviter de publier leurs reportings ne soient pas intégrées à la proposition, et nous regrettons que la France ait au contraire voulu étendre ces dispositions.

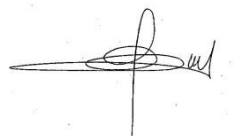
La lutte contre l'évasion fiscale est un enjeu majeur, d'autant plus dans ce contexte de crise économique déclenchée par la pandémie et alors que de grands groupes bénéficient de soutiens publics importants. Les citoyens et citoyennes attendent des mesures concrètes et efficaces pour que la transparence soit faite sur la véritable contribution fiscale des multinationales. Nous demandons à la France de s'investir fortement dans les négociations pour que l'Union Européenne adopte enfin cette mesure essentielle, et souhaiterions vivement échanger avec vos services à ce sujet.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Nadège Buquet
Déléguée générale,
Transparency International
France



Sandra Cossart
Directrice,
Sherpa



Chantal Cutajar
Présidente,
OCTFI



Manuèle Derolez
Déléguée générale,
CCFD-Terre Solidaire



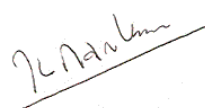
Cécile Duflot
Directrice Générale,
Oxfam France



Anne Guyot-Welke,
Secrétaire générale,
Solidaires Finances Publiques



Jean-Louis Marolleau
Secrétaire Exécutif,
Réseau Foi et Justice Afrique



Raphaël Pradeau
Porte-parole,
Attac



Najat Vallaud-Belkacem
Directrice France,
ONE

Elise Van Beneden
Présidente,
Anticor

V. Belkacem

Elise Van Beneden

Contact : Lison Rehbinder, coordinatrice de la Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires,
CCFD-Terre Solidaire, 4 rue Jean Lantier, 75001 Paris
06 31 29 11 60 – l.rehbinder@ccfd-terresolidaire.org